AVEC LE PARTI SOCIALISTE

et son candidat

GUY CHATILIEZ

Madame, Mademoiselle, Monsieur,

Des jeunes gens sont venus nous voir un matin où le brouillard enveloppait la ville. Un de ces tristes matins d'hiver où les chaussées luisent sous les lumières pâles.

Ils nous ont remis un texte, court, polycopié. Et nous avons causé...

Depuis il nous est tombé d'autres feuilles sur notre bureau, différentes dans la forme, identiques quant au fond.

A l'examen et à la comparaison des textes, rédigés par des travailleurs en conflit avec les directions de leurs entreprises, une chose nous a frappé. Il était moins question de revendications de salaires (l'une des circulaires n'y faisant même pas allusion) que de dénoncer de mauvaises conditions de travail.

C'était là le plus clair du texte : le manque de douches, la lame de la tronçonneuse qui tourne sans protection à 4000 tours/minute, le jeune ouvrier brûlé à la figure par une coulée de goudron en ébullition, l'épuisant travail à la chaîne des jeunes chocolatières traquées par le chronomètre...

Ces hommes et ces femmes mettaient en cause la qualité de leur vie de travail.



CHANGER LA VIE

On leur parle de démocratie mais celle-ci s'arrête à la porte de l'usine. On décide sans prendre leur avis. On leur demande d'être des exécutants.

Cette situation heurte leur fierté et leur dignité.

Nous aurions pu citer d'autres cas. Nous nous en tiendrons à ceux-là parce qu'ils traduisent, concrètement, une aspiration profonde et partagée par la grande majorité des Français, à un changement de vie, à l'accès à la responsabilité dans le travail et dans la cité, au pouvoir et à la décision dans l'économie.

A la base de la protestation de ces hommes et de ces femmes, il y a la mise en accusation de tout un édifice économique et social qui les écrase, faute de faire appel à leur esprit d'initiative (la politique de l'entreprise et les cadences de production sont décidées sans qu'ils soient consultés...); la mise en accusation d'une société où le pouvoir réel est encore trop souvent celui que procure l'argent

Que pèsent, en effet, aujourd'hui, des travailleurs sous-payés; des travailleurs ou des cadres privés d'emplois ou menacés; des commerçants et artisans frustrés, réduits pour les plus démunis, les plus âgés à constituer un nouveau prolétariat, face à la puissance des groupes financiers.





JOURNALISTE ET HOMME D'ACTION

Il a été l'artisan (dans le Parti Socialiste) de la fusion des courants socialistes et démocrates chrétiens

Guy Chatiliez, 50 ans, journaliste, père de six enfants, il est pendant sept ans chargé de la direction, de l'animation et du développement de la zone d'expansion franco-belge d'un journal régional. Ceci lui a valu d'acquérir une parfaite connaissance des problèmes économiques et sociaux de notre région frontalière.

Passé, sur sa demande, au service des grands reporters il accomplit de nombreuses enquêtes et reportages dans les domaines les plus divers : l'Europe, les pays en voie de développement (l'Inde et il prépare un reportage en Amérique latine), les relations interfrontalières économiques, sociales, commerciales, l'infrastructure, les zones industrielles, etc.

Très attentif aux problèmes du Tiers-Monde il assure à ce titre une importante responsabilité.

Ancien secrétaire général adjoint de la Fédération du Nord du M.R.P., candidat démocrate aux élections législatives de 1967, Guy Chatiliez n'a cessé depuis qu'il est entré dans l'action politique de travailler à la rencontre des courants socialistes et démocrates chrétiens. Il atteint cet objectif à Tourcoing en participant à la fondation et au développement du nouveau Parti socialiste.

DANS L'ORDRE ET LA LIBERTÉ

LE PROGRAMME COMMUN DE LA GAUCHE :
faire entrer la démocratie dans l'entreprise

Ce que propose précisément le programme commun de la gauche c'est l'instauration d'une véritable démocratie économique qui appelle :

— le retrait du pouvoir excessif détenu par certains groupes financiers et industriels qui dominent et influencent des branches entières de l'économie nationale.

— le développement des droits et des pouvoirs des travailleurs dans les entreprises, appelés à déterminer eux mêmes (comme ce sera le cas prochainement en Suède, pays socialiste) leurs conditions de travail, à intervenir dans la gestion, le contrôle et la décision.

— une juste répartition des fruits de l'expansion qui mette fin à l'injustice dont est victime une population laborieuse qui, pour un tiers, n'a pas 1.000 f par mois pour quarante heures tandis que se développe une production de luxe et que s'aggrave la gabegie publicitaire (aucun salaire ne devra être inférieur à 1.000 f par mois prévoit le programme commun); dont sont victimes ces retraités qui, après avoir créé des biens et des richesses de leurs bras et de leurs intelligences vivent dans la pauvreté, sinon la misère (le programme commun prévoit que les retraites ne pourront pas être inférieures à 1.000 f par mois et seront rapidement portées à 75 % du salaire annuel moyen des dix meilleures années); dont sont victimes les familles frustrées de leur dû en matière d'allocations familiales, les excédents des caisses ne leur étant pas répartis (le programme commun note que les prestations familiales seront immédiatement revalorisées, indexées sur les salaires et ne subiront aucun abattement).

La promotion de l'homme, du travailleur, de la famille, ne pourront en effet s'accomplir pleinement sans une réduction des inégalités sociales.

Croyants et incroyants aujourd'hui rassemblés pour défendre les valeurs fondamentales du socialisme posent les questions suivantes :

— Pourquoi ce confort sinon ce luxe des cliniques privées à but lucratif face à la misère de l'hôpital public qui manque de lits et assume quasi-seul la charge de la formation médicale et de la recherche ?

— Pourquoi tant de crédits détournés vers la construction de logements de standing (qui se vendent mal), face à tant de mal logés ?

— Pourquoi tous ces petits laissés pour compte d'une école (quatre millions de jeunes de 14 à 24 ans, plus de la moitié, n'ont pas acquis de formation professionnelle) aux maîtres modestement rétribués et aux classes souvent surchargées ?

C'est parce qu'il se propose de mettre un terme à de telles injustices, par de profondes réformes de structures, que tant d'hommes et de femmes adhèrent au programme commun de la gauche.

Nous rétablirons toutes les libertés individuelles

C'est dans la lutte contre l'inégalité fiscale (suppression de la rente Pinay, de l'avoir fiscal, du prélèvement libératoire; impôt sur le capital, impôt sur les plus-values foncières etc...) contre les gaspillages (dépenses militaires, gaspillages pharmaceutiques...); dans l'accroissement de l'expansion, grâce à l'élan de tout un peuple, assuré que le régime s'oriente vers une société plus juste, que le gouvernement de la gauche trouvera les ressources nécessaires au financement de son programme.

Toutes ces transformations s'accompliront dans l'ordre et la liberté. C'est pourquoi le gouvernement de la gauche lèvera toutes les atteintes aux libertés individuelles (juridictions d'exception, garde à vue, loi anti-casseurs etc...) et développera les libertés collectives en leur procurant le moyen de s'exercer (droit de réunion, liberté syndicale, liberté d'expression, liberté de la presse etc...) Autant de mesures dont le Parti Socialiste est le meilleur garant.

Le gouvernement de la gauche luttera pour réduire l'influence des sociétés multinationales dans l'Europe des neuf, par la démocratisation de ses institutions, le renforcement de la représentation des travailleurs dans celles-ci; il développera la coopération avec le Tiers-Monde.

Arrivés au terme de cette profession de foi vous avez sans doute déjà oublié que nous sommes partis du cas de ces travailleurs qui veulent transformer les relations sociales à l'intérieur de leur entreprise.

Au fait, leur action ne s'inscrit-elle pas dans ce puissant mouvement d'opinion qui veut, aujourd'hui, voir s'établir une société d'hommes responsables et libérés des contraintes de l'Argent et du Capital.

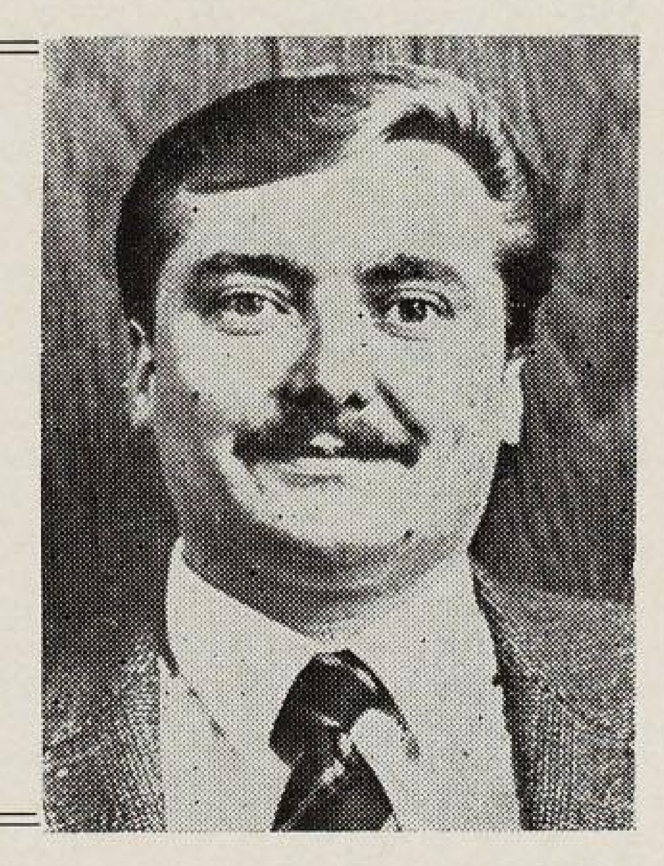
Jacques HENNEBELLE

L'extraordinaire dynamisme d'un jeune ouvrier de Marcq-en-Barœul

Jacques Hennebelle, 27 ans, est issu d'une famille ouvrière de neuf enfants. Fils d'un ouvrier maçon il entre au travail à 14 ans, suit des cours du soir d'électricité, passe avec succès le concours d'agent technique des P.T.T. et, trois années plus tard, il est nommé agent technique conducteur.

A 23 ans il fonde dans le Nord la Caisse nationale des conducteurs des P.T.T. qui devient très vite la première en France par le nombre de ses adhérents.

Militant syndicaliste il est aussi membre du bureau d'une amicale laïque.



Avec nous, ralliez le camp de la justice.

Faites de

GUY CHATILIEZ
votre interprète au Parlement

ÉLECTIONS LÉGISLATIVES - MARS 1973 - 9e Circonscription

Imprimerie VANMEERHAEGHE - RONCQ